



François Hollande Ou Emmanuel Macron ? Qui A Relancé L'Economie Française ?



François Hollande a-t-il permis à la croissance française de relever la tête ? | © Getty Images

Selon une première estimation publiée par l'Insee ce mardi matin, la croissance française a atteint 1,9%, soit son niveau le plus élevé depuis l'année 2011 (+2,1%). Dès lors, est-ce l'élan impulsé par l'élection d'Emmanuel Macron à l'Elysée en mai dernier ou la politique économique, longtemps décriée, de son prédécesseur François Hollande qui porte enfin ses fruits ? Décryptage.

Une performance de haute volée. En effet, pour la première fois depuis six ans, la croissance française flirte avec les 2%. Une (première) estimation supérieure à l'objectif inscrit dans le projet de loi de finances 2017 qui s'élevait à 1,5%. Même si, à mesure de l'échéance, le gouvernement laissait entendre que nous pourrions finalement être plus proche des 2%, relevant cet objectif à 1,7% au cœur de l'automne. Installé à l'Elysée depuis un peu plus de 8 mois, Emmanuel Macron peut-il être considéré comme l'unique responsable de cette embellie ? Son ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, ancien pourfendeur en chef de la politique de François Hollande en son temps, est de cet avis. *« C'est le résultat du retour de la confiance des ménages et des entrepreneurs depuis l'élection du Président de la République, des mesures de réformes mises en œuvre par le Gouvernement ainsi que d'un environnement international porteur »*, a analysé le locataire de Bercy dans un communiqué.

Une « perception » qui n'a pas été du goût des derniers grognards de la Hollandie. Stéphane Le Foll, ancien porte-parole du gouvernement et prétendant à la tête du PS, est (évidemment) loin de partager l'avis de



[Visualiser l'article](#)

l'ancien candidat à la primaire des Républicains. « *Bruno Le Maire arrive avec une façon très factice de présenter les choses* », a rétorqué Stéphane Le Foll, ce mardi matin sur le plateau de LCP. Et de poursuivre. « *Il suffit d'être objectif. Oui, l'élection d'Emmanuel Macron est venue donner un élan mais toutes les mesures qui s'appliquent et ont des effets concrets, ce sont des mesures prises qui ont été prise par François Hollande* ». Fin de citation. Une antienne reprise également par un autre fidèle de François Hollande, et ex-ministre du travail, François Rebsamen, qui allait encore plus loin, l'été dernier dans son soutien à l'ancien chef de l'Etat. *Les mesures que François Hollande a prises sont de bonnes mesures. Il aurait eu un septennat comme cela se faisait avant, il n'aurait pas eu de souci pour se faire réélire* ». Méthode Coué ou certitude ? Peut-on décemment corréler cycles économiques et cycles électoraux ?

« Si on avait eu un septennat comme avant... »

L'ancien maire de Dijon met également en exergue, pour étayer son propos la mauvaise communication du gouvernement qui a empêché François Hollande de retenter sa chance. « *La communication du quinquennat était vraiment de piètre qualité et que les Français n'ont pas compris à quel point ils auraient dû être satisfaits de François Hollande. [...] Vu qu'on n'a rien expliqué, pas étonnant que les gens n'aient pas revoté pour nous* ». Si l'on peut raisonnablement douter de l'objectivité de deux anciens ministres et fidèles de François Hollande, certains économistes, avec un prisme moins « politique », semblent abonder dans ce sens. Ainsi, dans un long article, Slate revient sur les potentiels effets bénéfiques de la politique économique de l'ancien chef de l'Etat et illustre son propos par les travaux de deux chercheurs de l'OFCE, Eric Heyer et Xavier Timbeau qui avait imaginé, via un outil prédictif, « l'état » de la France si François Hollande avait accompli deux mandats. Le résultat est riche en enseignements.

« *À l'horizon 2022, l'économie française devrait croître à un rythme légèrement supérieur à celui de sa croissance potentielle. Cette croissance devrait s'établir en moyenne à un niveau proche de 1,6 % au cours du prochain quinquennat. Le taux de chômage se réduirait progressivement et atteindrait 7,7 % fin 2022. Le déficit public s'établirait à 0,9 point de PIB, toujours à échéance 2022. Enfin, la dette publique diminuerait pour atteindre 89,4 points de PIB, et baisserait de 2 points de PIB en moyenne chaque année* ». Autrement dit une situation économique florissante. Mais, comme mentionné plus haut, le lourd déficit de popularité du président Hollande n'aurait jamais pu permettre – hors circonstances exceptionnelles – d'envisager concourir à un deuxième mandat.

« L'effet Macron » bien présent

Toutefois, l'arrivée d'un jeune président de 39 ans à la tête de l'Etat a également insufflé un vent d'optimisme dans l'économie française. Même s'il est évidemment trop prématuré d'en mesurer les effets concrets – et surtout chiffrés-, la dynamique « Macron » est clairement en marche. Les investisseurs du monde entier regardent vers la France avec un œil « nouveau » et plus « enamouré » qu'il y a ne serait-ce que deux ans, tandis que les entreprises tricolores retrouvent la confiance. Plus concrètement, certains secteurs n'hésitent pas à parler ouvertement « d'effet Macron », c'est notamment le cas de l'immobilier de luxe. Avec un regard acerbe sur le quinquennat Hollande. « *La politique fiscale du gouvernement socialiste a, d'emblée, envoyé de très mauvais signaux, comme l'instauration de la fameuse taxe à 75% pour les revenus dépassant le million d'euros* », nous confiait Thibault de Saint Vincent, président de Barnes, agence internationale spécialisée dans l'immobilier de prestige. A Emmanuel Macron de maintenant transformer l'essai. Notamment sur le front de la lutte contre le chômage.